



## Communiqué

### Publication immédiate

### **La Commission d'enquête publie un document préparatoire à une consultation de portée élargie**

**Ottawa, le 5 octobre 2004** – Le juge Dennis O'Connor a rendu public aujourd'hui un document de consultation se rapportant à la partie de son mandat concernant l'Examen de la politique. Dans ce document, la Commission invite les particuliers, groupes et organisations, y compris les organismes gouvernementaux, à présenter leurs points de vue pour savoir si un nouveau mécanisme d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale est nécessaire, et si oui, à préciser quelle forme il devrait prendre. Le juge O'Connor indique que le Document de consultation vise deux objectifs : « Le premier est de fournir des informations de base de manière à alimenter les débats sur les questions soulevées par l'Examen de la politique. Le deuxième est de cerner les points précis qui me paraissent actuellement être au cœur même de cette partie de mon mandat. »

Le Document de consultation ainsi que les huit documents de référence font état des recherches effectuées jusqu'à présent par la Commission et notamment de sujets importants tels que le rôle de la GRC dans les activités en matière de sécurité nationale d'après le 11 septembre; l'application de la loi axée sur le renseignement; l'indépendance de la police, et les droits et libertés susceptibles d'être touchés par les activités en matière de sécurité nationale. Les documents se penchent également sur les modèles d'examen existants dans un large éventail d'organismes chargés de l'application de la loi et/ou des organismes du renseignement de sécurité au Canada et à l'étranger.

Le Document de consultation présente plusieurs options possibles de modèles d'examen. Le juge O'Connor ajoute : « J'estime qu'il faut explorer toute la gamme des possibilités en matière de mécanisme d'examen applicable à la GRC dans ses activités liées à la sécurité nationale. Je souhaite que le Document de consultation suscite un débat sur les modèles les plus appropriés et j'invite le public à présenter des commentaires sur toutes les questions pertinentes à mon mandat. »

PO Box / CP 507, Station B / Succursale B  
Ottawa, Canada K1P 5P6

613 996-4741 Fax / télécopieur 613 992-2366

[www.ararcommission.ca](http://www.ararcommission.ca) / [www.commissionarar.ca](http://www.commissionarar.ca)

Le commissaire sollicitera prochainement des soumissions écrites en réponse au Document de consultation, notamment des points de vue relativement à la question de savoir si un nouveau modèle d'examen est nécessaire, et si oui, quelle forme il devrait prendre. Le juge O'Connor tiendra également des séances de consultation portant sur l'Examen de la politique. Pour plus de détails, prière de consulter le site Web de la Commission : [www.ararcommission.ca](http://www.ararcommission.ca).

*Créée en vertu de la Partie I de la Loi sur les enquêtes, la Commission a été établie sur la recommandation de la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile afin d'enquêter et faire rapport sur les mesures prises par les responsables canadiens à l'égard de Maher Arar. La Commission a également reçu le mandat de formuler des recommandations qui lui semblent opportunes sur la création d'un mécanisme d'examen indépendant des activités de la GRC en matière de sécurité nationale.*

Renseignements : Contact pour les médias : Francine Bastien,  
613-996-4741; cellulaire : 613-299-6554; courriel : [fbastien@bellnet.ca](mailto:fbastien@bellnet.ca)

